Bretagne, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de l'Inde pour leur demander quelles conditions ils aimeraient insérer ses obligations dans ces traités. Quant au Canada, il aurait probablement pu faire admettre les propositions qui nous ont été soumises ici le 30 janvier dernier. Ces propositions, nous aurions pu ensuite les présenter à Moscou, comme notre contribution conjointe aux traités de paix. La Grande-Bretagne ne s'y serait sûrement pas opposée. C'est qu'aucun des autres pays belligérants n'est dans la même position que les nations de l'Empire britannique. L'Empire est constitué de telle sorte que les nations qui le composent ont voix au chapitre. Il ne tient qu'à nous de tirer parti aujourd'hui de cette particularité. Je conseillerais donc que nous agissions ainsi, au cas où nous ne serions pas admis autrement à participer pleinement aux traités de paix. Plus tard, lorsque aura lieu la conférence, nous pourrons y assister à titre de nation, comme à la conférence qui a préparé les traités avec les Etats satellites. Va sans dire que c'est en tant que pays particulier, le Canada, que nous ratifierions le règlement, le traité, ou que sais-je? Ces traités ou règlements de paix sont les travaux inachevés de la deuxième Grande Guerre. Comme je l'ai fait observer, il ne faut pas les confondre avec les initiatives de l'ONU. C'est à titre d'associé de la Grande-Bretagne que nous avons combattu et remporté la victoire. Pendant toute une année, nous avons affronté seuls l'ennemi et nous avons sauvé la civilisation. Nous avons tenu le coup et combattu en tant qu'Empire, et c'est en tant qu'Empire que nous pourrions préparer les traités de paix.

En terminant, je me contente de poser à la Chambre et au pays ces deux questions: premièrement, comment le Canada peut-il exercer le plus d'autorité dans les affaires mondiales? Deuxièmement, comment le Canada peut-il le mieux assurer la paix mondiale? La réponse qui me semble s'imposer, c'est celle-ci: non seulement par son attitude en tant que nation à l'égard des questions qui se présenteront mais encore en consolidant les liens qui unissent les pays de l'Empire. C'est le meilleur moyen de réaliser nos projets. En ceci, je suis d'accord avec le très honorable Vincent Massey qui, le 15 novembre 1946, disait ce qui suit, à Vancouver:

A mon avis, nous exerçons beacoup plus d'influence dans l'univers comme membres du Commonwealth britannique que si nous n'en faisions pas partie. Nous jouissons, en somme, d'un double statut. L'expérience m'a convaincu que lorsque le Canada entre en scène, dans le domaine international, non seulement comme nation importante, et il l'est, mais à titre de membre d'une vaste association de peuples, ce fait lui vaut un prestige et une importance accrus.

[M. Green.]

La paix universelle est l'objet le plus important que poursuivent tous les Canadiens sérieux. Aujourd'hui, l'univers compte deux puissances géantes, très conscientes de leur force, les Etats-Unis et la Russie; chacune possède le droit de veto sur les actes des autres nations, à cause même de leur puissance. Ces deux grands peuples sont animés d'idéaux diamétralement opposés, comme l'a signalé, cet après-midi, l'honorable député de Chambly-Rouville (M. Pinard). S'ils dominent seuls la scène universelle, ils finiront par en venir aux prises; si un conflit se déclarait entre les deux, le Canada deviendrait la Belgique d'une troisième Grande Guerre. Notre pays serait alors l'Etat tampon. Le meilleur moyen d'éviter une telle catastrophe est de maintenir un puissant Empire britannique. Il fera disparaître la tension entre les Etats-Unis et la Russie et contribuera au maintien du régime démocratique en Europe.

L'Empire préconisera toujours la paix. Pourquoi? Pour plusieurs raisons qui sautent aux yeux. D'abord, il est si étendu que la paix est pour lui une nécessité. Il a toujours été vulnérable dans ses parties les plus éloignées; mais, de nos jours, la découverte de nouvelles armes le rend vulnérable en son centre même, la Grande-Bretagne. De plus en plus, l'Empire doit compter sur l'organisation efficace des Nations Unies. On ne peut contester non plus que des trois grandes puissances, c'est la Grande-Bretagne qui manifeste aujourd'hui le plus d'ardeur pour la paix.

L'hon. M. MITCHELL: Et les Etats-Unis?

M. GREEN: Encore une fois, la Grande-Bretagne est celle des trois qui manifeste le plus d'ardeur pour la paix. Ainsi, la solution du problème n'est pas tant dans l'attitude que prendra le Canada que dans la puissance qu'aura l'Empire britannique. La plupart des honorables députés partagent sans doute mon avis sur ce point. C'est certainement l'opinion de mon parti, le parti conservateur-progressiste.

Que le Canada se tienne avec la Grande-Bretagne. Le Journal d'Ottawa publiait vendredi dernier, sous le titre La Grande-Bretagne demande aux Etats-Unis de se charger de ses obligations en Grèce, cette nouvelle de Washington:

Dans les milieux du Congrès et de la diplomatie on dit aujourd'hui que la Grande-Bretagne, dont l'économie domestique est sur le point de s'effondrer, aurait proposé aux Etats-Unis de se charger de l'ensemble de ses obligations en Grèce.

Nous savons tous que la Grande-Bretagne est dans une impasse. Que le Canada s'efforce davantage à maintenir la puissance de l'Empire. Le pays est sorti de la guerre plus fort, beaucoup plus fort qu'il ne l'a jamais encore